



Les bilans ministériels 2020 évalués

Abdelmadjid Tebboune a présidé une réunion du Conseil des ministres

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5265 - Lundi 4 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 3 décès et 249 nouveaux cas

Page 2

Plaidant pour une sortie de la dépendance aux hydrocarbures

Benmihoub : «En finir avec la subvention qui produit de la perversion»

Page 3

Un premier trimestre décisif

Par Mohamed Habili

Sur le front de l'épidémie, les prochaines semaines seront décisives, en bien mais aussi en mal. En bien, si la campagne de vaccination, dont le champ se sera étendu pour embrasser plus de pays et plus de populations à travers le monde que ce n'est le cas aujourd'hui, commence à donner les résultats escomptés, avec pour traduction essentielle le ralentissement, ou mieux encore le reflux de la pandémie. En mal, par contre, si malgré son élargissement, malgré le nombre croissant des gens qui dans le monde auront été vaccinés, le virus continue à se propager et à faire des morts. On saura à quoi s'en tenir à cet égard dès le premier trimestre de la nouvelle année. Pour l'heure, on ne peut raisonnablement exclure ni le bon ni le mauvais scénario, même si le premier semble plus probable que le second. Comme la vaccination a coïncidé avec un rebond marqué dans les pays mêmes où elle a débuté, et même dans certains cas avec une propagation accélérée du virus due à l'apparition d'une nouvelle variante, sensiblement plus contagieuse, il sera d'autant plus facile de savoir où l'on va, vers la sortie de la crise ou vers sa prolongation. Sous le rapport de la maladie, chaque pays lira son avenir différé dans le présent de la partie du monde la plus atteinte, qui en même temps se trouve être celle-là qui la première a commencé la vaccination : l'Occident.

Suite en page 3

Transport ferroviaire

Une reprise presque normale...



PH. E. Soraya/J. A.

Le transport ferroviaire de personnes a repris hier, au grand soulagement des usagers qui attendaient cela depuis longtemps. La reprise s'est effectuée dans le respect strict des mesures de prévention, malgré quelques dépassements. Page 3

ENIEM Tizi Ouzou

Les travailleurs refusent de reprendre le travail et exigent le départ du directeur

Page 16

Verts d'Europe

Bensebaini rejoue, Belfodil s'illustre

Page 15

Réunion aujourd'hui pour décider du volume de production

L'Opep+ en quête de l'impossible équilibre pétrolier

■ Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires via l'accord Opep+ se retrouvent par visioconférence aujourd'hui pour décider du volume de brut à remettre sur le marché en février.

Par Meriem Benchaouia

Cette réunion ministériel- le s'inscrit dans le cadre d'une politique «attentive aux conditions de marché de l'alliance», alors que la reprise de la demande d'or noir en 2021 reste incertaine. A l'issue du dernier sommet, qui s'est tenu entre le 30 novembre et le 3 décembre, l'Opep+ s'était engagée à ajouter 500 000 barils quotidiens en janvier, au lieu des deux millions initialement prévus. C'est aussi à cette occasion que les treize membres du cartel, emmenés par l'Arabie saoudite, et leurs dix alliés, conduits par la Russie, avaient convenu de se retrouver à chaque début de mois afin de statuer sur l'ajustement, ou non, du volume de production pour le mois suivant. Ce suivi au cordeau illustre la volonté du cartel de garder une forte influence sur le marché, mais aussi la gravité de la situation dans laquelle sont plongés les producteurs de brut qui se satisfaisaient avant la crise sanitaire de deux sommets par an au siège de l'organisation à Vienne, en Autriche. Cette stratégie s'est avérée payante pour les analystes de JBC Energy qui constatent «la capacité de l'Opep+ à gérer le marché, installant les fondations de la reprise du Brent malgré l'incertitude qui continue de peser sur la demande». Les deux contrats de référence, le Brent de la mer du Nord européen et le WTI américain, évoluaient en fin de semaine aux



PH/D. R.

alentours de 50 dollars le baril, un niveau moins élevé qu'au début de 2020 mais très supérieur aux tréfonds touchés en avril dernier.

Deux poids lourds

Le résultat des négociations des vingt-trois membres de l'Opep+, dont trois sont pour le moment exemptés de quotas, est assez dépendant du bon vouloir des deux poids lourds de l'alliance, la Russie et l'Arabie saoudite, respectivement deuxième et troisième producteurs mondiaux derrière les Etats-Unis. En mars dernier, c'est la mésentente entre Ryad et Moscou, débouchant sur une courte mais intense guerre des prix, qui avait fait trébucher une première fois les cours du brut avant que l'arrivée à saturation des capacités de stockage ne les précipite encore davantage, jusqu'en terrain négatif pour le

WTI. Le climat est aujourd'hui plus apaisé, et les ministres saoudien et russe de l'Energie ont affiché mi-décembre leur unité lors d'une réunion bipartite. «La charte de coopération de l'Opep+ nous a rassemblés et a apporté de bons résultats (...) C'est pour cette raison qu'elle doit continuer», avait alors déclaré le ministre de l'Energie saoudien, Abdelaziz ben Salmane. Son homologue russe, Alexandre Novak, chargé du secteur énergétique, avait lui aussi insisté sur l'importance de «travailler ensemble afin d'aboutir à un équilibre de la situation sur le marché».

Demande fragile

Difficile, toutefois, de prédire comment va évoluer la demande pétrolière, déprimée par la pandémie de Covid-19. Dans son dernier rapport mensuel, le car-

tel prévoit un rebond moindre qu'espéré et note «les incertitudes élevées, essentiellement en ce qui concerne le développement de la pandémie de Covid-19 et le déploiement des vaccins». Il s'interroge aussi sur «les effets structurels du Covid-19 sur les comportements des consommateurs, en particulier dans le secteur des transports». D'autres voix se veulent plus optimistes : l'analyste de Price Futures Group, Phil Flynn, esti-

me pour sa part que la demande va se redresser avant la production cette année, notamment aux Etats-Unis. Néanmoins, l'offre proposée en dehors du cadre de l'accord de l'Opep+ reste importante : celle des Etats-Unis est toujours de 11 millions de barils par jour et la Libye, membre du cartel mais exemptée, a plus que doublé la sienne en novembre à la suite du cessez-le-feu signé dans le pays, selon le cartel. **M. B.**

Les bilans ministériels 2020 évalués
Abdelmadjid Tebboune
a présidé une réunion
du Conseil des ministres



LE PRÉSIDENT de la République. Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, dimanche 3 janvier 2021, au siège de la Présidence de la République, une réunion de Conseil des ministres, consacrée à l'évaluation du bilan annuel 2020 des secteurs ministériels», a précisé la même source. Nous y reviendrons dans notre édition de demain. **R. N.**

Bilan des dernières 24 heures
Virus : 3 décès et 249 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, quatre cas de moins qu'hier (7), portant à 2 772 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 249 cas, soit 13 cas de moins par rapport au bilan d'hier (262), pour atteindre, au total, 100 408 cas confirmés. **R. N.**

Sahara occidental occupé

L'Egypte dément avoir eu l'intention d'ouvrir un consulat

L'Egypte a nié, samedi, avoir l'intention d'ouvrir une représentation diplomatique au Sahara occidental, démentant des rumeurs relayées par des médias marocains.

«La position de l'Egypte reste inchangée au sujet du problème du Sahara occidental et s'aligne sur les résolutions des Nations unies qui appellent à la tenue d'un référendum donnant le choix aux Sahraouis d'être sous l'autorité marocaine ou de recouvrer leur indépendance», a déclaré Rokha Hassan, membre du Conseil égyptien pour les relations extérieures (ECFA), au site d'information basé à Washington, Al-Monitor.

«L'Egypte n'a émis aucune intention concernant ce territoire», a indiqué le membre de l'ECFA, un organisme qui relève du ministère égyptien des Affaires étrangères. Il s'est interrogé au sujet de la pertinence des articles publiés dans la presse

marocaine qui ont parlé de l'ouverture programmée d'un consulat égyptien à Laayoune, dans les territoires sahraouis.

Dans un article publié le 21 décembre dernier, «le site marocain 360 avait annoncé que le Président égyptien, Abdel Fatah Al-Sisi, avait fait part de son intention d'envoyer son ministre des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, à Rabat où il est supposé coordonner l'ouverture d'un consulat égyptien au Sahara occidental avec son homologue marocain, Nacer Bourita», signale Al-Monitor. Une information catégoriquement démentie par M. Rokha.

L'ouverture de consulats au Sahara occidental est une manière de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur ce territoire, alors que les Nations unies avaient adopté des résolutions prévoyant la tenue d'un référendum d'autodétermination pour permettre au peuple sahraoui de décider de son

avenir. Le 10 décembre dernier, le Président américain sortant, Donald Trump, avait annoncé reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en contrepartie de la normalisation des relations entre le Maroc et Israël.

L'annonce a été faite un peu moins d'un mois après la reprise des affrontements armés, le 13 novembre 2020, entre l'armée marocaine et le Front Polisario, représentant du peuple sahraoui. Le 24 décembre dernier, l'Italie et le Portugal avaient eux aussi démenti le contenu d'un article paru dans le magazine espagnol en ligne, El Espanol, et qui prêtait à ces deux Etats l'intention d'ouvrir des représentations diplomatiques dans les territoires sahraouis. Tout comme l'Egypte, ces deux pays ont assuré soutenir les efforts des Nations unies dans le règlement du conflit. **R. M.**

Transport ferroviaire

Une reprise presque normale...

■ Le transport ferroviaire de personnes a repris hier, au grand soulagement des usagers qui attendaient cela depuis longtemps. La reprise s'est effectuée dans le respect strict des mesures de prévention, malgré quelques dépassements.

Par Thinhinene Khouchi

Hésitants pour la majorité, les usagers ne se sont pas bousculés devant le portail de la gare ferroviaire «Agha» au premier jour de la reprise du trafic ferroviaire. En effet, la reprise s'est faite dans le calme et le strict respect des mesures de prévention prises par la Société nationale des transports ferroviaires, malgré certains dépassements tels que le non-respect de la distanciation sociale que les agents tentaient à chaque fois de faire respecter. Selon une étudiante rencontrée à Alger-Centre et venant d'El Affroun : «Enfin ! Cela nous facilite vraiment la vie. Cela fait des semaines que je galère avec les taxis pour venir à Alger afin de récupérer des documents de l'ITFC et dès que les trains ont repris je n'ai pas pu attendre».

Notre interlocutrice nous a confié que même si certains sont fidèles à leur «incivisme» en se bousculant et ne respectant pas le port du masque de prévention, des agents circulent à l'intérieur de la gare pour leur rappeler l'obligation d'appliquer et respecter ces mesures à l'intérieur de la gare. «Les hors-la-loi se font rapidement recadrer par les agents leur demandant de porter leurs bavettes», nous assure Basma. Une femme enceinte rencontrée devant la gare ferroviaire d'Alger-Centre nous a fait part de sa méfiance quant à la reprise des trains après plusieurs mois à l'arrêt. «Je suis venue demander les



Ph/E. Soraya/J. A.

horaires de départ de mon train et voir si vraiment ils avaient repris», a-t-elle déclaré, ajoutant : «Ils sont stricts quant à l'application des mesures de prévention contre le Covid-19, c'est une bonne chose et c'est rassurant». Il est à noter que, lors de son passage hier sur les ondes de la Radio nationale chaîne 1, le directeur des transports de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Samir Kamouri, a informé que les voyageurs peuvent réserver leurs tickets et payer en ligne pour éviter les rassemblements au niveau des guichets, assurant que «les trains inter-wilayas (de banlieue) et ceux de

transport des étudiants ont repris aujourd'hui, tandis que les trains régionaux et les grandes lignes ça sera pour demain». Il a également indiqué que les abonnements des clients et étudiants, qui n'ont pas été utilisés en raison de l'interruption du transport ferroviaire généré par la pandémie de Covid-19, sont toujours valables. M. Kamouri a fait savoir que les places disponibles quotidiennement pour la banlieue d'Alger varient en 100 et 150. En ce qui concerne les nouvelles lignes, l'intervenant a indiqué qu'elles seront réceptionnées au mois de mars, à savoir M'ssila-Bougehouzou et Tissemsilt, ajoutant que la ligne

Oran-Mostaganem sera réexploitée cette année avec une moyenne de quatre voyages par jour. M. Kamouri a indiqué que le réseau du transport ferroviaire en Algérie s'étend sur 4 000 km et relie 38 wilayas. Ces lignes ferroviaires atteindront les 12 000 km d'ici à 2030 et couvriront les villes du Sud, de l'Est et l'Ouest. Enfin, le directeur des transports a annoncé, lors de cet entretien, la réhabilitation de 200 trains usagés acquis en 1985. Cette opération a débuté en juin 2017 dans les ateliers de Hussein-Dey et Sidi Bel-Abbès, et plus de 60 % du parc a été réhabilité.

T. K.

Plaidant pour une sortie de la dépendance aux hydrocarbures

Benmihoub : «En finir avec la subvention qui produit de la perversion»

Le tissu économique national est en majorité constitué de toutes petites entreprises, particulièrement vulnérables et fortement dépendantes des subventions publiques. Il y a de sérieuses carences nécessitant un diagnostic en profondeur, relève le ministre délégué chargé de la Prospective, Mohamed-Chérif Benmihoub.

Invité de la rédaction de la Chaîne 3, il précise que «l'Algérie est en panne d'une croissance forte», car, explique-t-il, elle n'a cessé d'être amarrée aux aides générées par ses hydrocarbures, une relation «organique» dont dépendent tous ses secteurs d'activités.

Il considère que pour se tirer de cette pénible situation, le pays a besoin d'une croissance forte en sortant de la dépendance aux hydrocarbures et en s'attaquant au chômage qui augmente notamment chez les jeunes.

Pour cela, l'intervenant juge impératif de rejeter, très vite, le système d'une économie extra-

vertie, consistant à importer des produits finis et à exporter de la matière première, jugeant qu'il faut, désormais, faire du développement et cesser de faire de la comptabilité, en restant braqué sur les réserves de change. Pour réaliser les objectifs de développement attendus, le Professeur Benmihoub estime qu'il faut passer par une analyse sans concessions du système productif national, dans toutes ses composantes, afin d'améliorer la situation.

«L'invité de la rédaction» de la Chaîne 3 fera savoir que l'Etat a financé le secteur public marchand à hauteur de 250 milliards de dollars durant les 25 dernières années, soulignant que «le budget de l'Etat ne peut plus supporter les défaillances de certaines entreprises publiques».

S'opposant, par ailleurs, à l'idée de privatiser, à tout va, les entreprises publiques, le professeur Benmihoub observe que chaque fois on a réorganisé pour finalement voir se reproduire les mêmes schémas.

Pour faire face à cette situation, le ministre a noté l'intérêt de mettre en œuvre une réelle réforme du secteur public, notamment en ce qui concerne les droits de propriété.

«Un Etat propriétaire intervient sur son entreprise par le capital et non par la subvention qui produit de la perversion. On est en droit de se poser la question pourquoi ces entreprises sont aujourd'hui sous-capitalisées ?», s'est-il interrogé. De plus, Belmihoub plaide pour une réflexion portée sur un nouveau schéma, impliquant le redéploiement ou la restructuration de certaines entreprises publiques, «tout en réglant au préalable la problématique du droit de propriété pour définir le concept de l'Etat propriétaire d'une entreprise publique et le management à mettre en place dans ces entreprises dans le cadre de contrats de performance». Pour l'intervenant, cela doit passer également par une plus grande autonomie pour ces entreprises, leur permettant de prendre des risques.

Il fait observer, à ce sujet, que le projet de dépenalisation de l'acte de gestion allait dans ce sens.

S'agissant du rapport présenté en ce sens au gouvernement, il révèle qu'un certain nombre de leviers de croissance ont été proposés, parmi lesquels il met en avant le secteur des Mines, un réservoir de richesses, abandonné à lui-même «depuis très longtemps».

Il cite également l'industrie pharmaceutique, dont il considère qu'il faut rationaliser les investissements, de même que le secteur des Energies renouvelables. A propos de ce chantier, il prévient contre le risque de voir se renouveler les mêmes erreurs que celles dont ont été l'objet les énergies fossiles, insistant que soit localement développée la fabrication d'un maximum d'inputs utilisés dans le renouvelable.

Le Professeur Benmihoub met en avant d'autres aspects relatifs au climat des affaires et des investissements, qu'il appelle à débureaucratiser. Il insiste,

LA QUESTION DU JOUR

Un premier trimestre décisif

Suite de la page une

Ce qui adviendra de ce dernier dans son ensemble, au cours de ce premier trimestre, eu égard notamment au fait que la situation épidémiologique est assez semblable d'un pays à l'autre dans cette région du monde, rejillira ailleurs, mais pas nécessairement à la même échelle. Nous ne sommes pas condamnés de ce côté-ci de la Méditerranée à revivre sous les mêmes formes et proportions la même expérience que nos voisins européens, par lesquels d'ailleurs nous avons été contaminés. Les décalages importants dans les chiffres des contaminations et des décès existant entre les leurs et les nôtres persisteront, dans la mesure où l'aggravation. Car un virus ne se propage pas dans le vide mais dans un milieu avec des spécificités physiques pré-existantes. Ce sont à ces dernières que l'on doit qu'un pays comme l'Algérie ait enregistré jusqu'à présent moins de 3 000 décès et qu'un autre, comme la France, ait quant à lui déploré près de 65 000. Un même virus, un même agent propagateur, une même cause, mais une différence nette dans les effets. Il n'est pas vrai que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Cet écart dans les effets ne dépend pas du virus mais des milieux dans lesquels il se propage, ce qui eux sont différents. Ce qui a été vrai depuis le début de la pandémie le restera pendant ce premier trimestre, au cours duquel l'essentiel va se jouer. Si la vaccination est efficace, même sans être la panacée, on n'attendra pas longtemps avant de le savoir. Et si elle ne l'est pas, on le saura aussi. Dans le premier scénario, c'est le bout du tunnel qui commencera à se profiler à l'horizon. L'allure à laquelle on marchera vers la sortie de crise dépendra dans une bonne mesure de la rapidité à laquelle la vaccination se poursuivra. Toute injection où qu'elle se déroule dans le monde sera un pas infinitésimal dans la bonne direction. Dans le second scénario, il n'y aura plus que les mesures barrières et autres confinements à opposer à la pandémie. Et dans ce cas, pas de borne temporelle à lui assigner avec plus ou moins de précision. Elle se développera selon ses propres ressorts internes, indifférente à nos moyens de défense déployés contre elle. Elle aussi est un milieu.

M. H.

d'autre part, sur l'impératif à réintroduire le climat de marché qu'il considère comme l'un des éléments de la régulation.

Louisa Ait Ramdane

Secteur de la Formation professionnelle

Conventions-cadres avec les universités

■ Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels envisage de signer plusieurs conventions-cadres avec les établissements universitaires d'Oran pour le développement de la coopération en matière de formation des formateurs des CFP, a-t-on appris, hier, auprès de la direction locale de la formation professionnelle.

Par Hamid H.

En cours de préparation, ces conventions-cadres porteront également sur l'utilisation des installations pédagogiques des CFP, pour les travaux pratiques des universitaires, a indiqué à l'APS le chef du service du partenariat et formation continue de la direction locale de la formation professionnelle, Laïd Bouzid, notant qu'elles concernent les Universités d'Oran 1 et 2 « Ahmed-Ben-Bella », « Mohamed-Ben-Ahmed », ainsi que celle des sciences et de la Technologie d'Oran « Mohamed-Boudiaf » (USTO).

En vertu de ces conventions, les universités d'Oran pourront

ainsi bénéficier des installations et matériels pédagogiques des centres et instituts de formation professionnelle. Les formateurs de ces structures bénéficieront, quant à eux, de la formation sur les meilleures techniques de formation, assurée par les universités d'Oran. A ce propos, plusieurs visites ont été récemment organisées par des responsables universitaires, à quelques centres de formation professionnelle de la wilaya pour prendre connaissance de leurs installations et matériels pédagogiques avec possibilité de les utiliser durant cette année universitaire. Elles ont également pour but de mettre sur pied une feuille de route définissant les axes de coopération entre le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels et les établissements universitaires d'Oran, a-t-on ajouté de même source.

H. H.



PH/D. R.

Météo/Intempéries Les unités de l'ANP poursuivent leurs efforts pour dégager les routes

LES UNITÉS de l'ANP relevant des différentes régions militaires poursuivent leurs efforts en matière d'assistance de citoyens sinistrés et ce, par le déneigement des routes avec des équipements spéciaux, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale. « Suite aux intempéries survenues récemment, marquées par des chutes de neige ayant touché le nord du pays, et en application des instructions du Haut commandement de l'ANP, les détachements de l'Armée continuent leurs efforts en prêtant main-forte aux citoyens sinistrés à travers le déneigement des accès avec des équipements de pointe », a précisé le communiqué.

Dans ce cadre, ajoute la même source, « les détachements relevant du secteur militaire de Sidi Bel-Abbès sont intervenus samedi pour désenclaver les habitants de Dhaya, Tafassour, Sidi Ali Ben Djafer, Tandraït, Tlagh, Oued Sbaa et Sidi Chaïb », soulignant que « plusieurs familles bloquées sur les hauteurs de Chréa (Blida) ont été évacuées ».

« Les citoyens se sont félicités de cette initiative, reconnaissant les efforts considérables fournis par les éléments de l'ANP et son Haut commandement qui ne ménage aucun effort au service des citoyens », a conclu le communiqué.

R. N.

Ouargla/Lutte contre le Covid-19

Le mouvement associatif local intensément engagé

Le mouvement associatif de la wilaya de Ouargla, à l'instar des autres acteurs de la société, s'est engagé dans une campagne de grande envergure de sensibilisation et de lutte contre la pandémie de coronavirus durant toute la conjoncture exceptionnelle de propagation du Covid-19 que connaît le pays.

Pour parer à cette situation, une cellule de crise, composée d'associations bénévoles de divers horizons, de praticiens et de gens des affaires religieuses, a été ainsi mise en place sous le signe « Ouargla combat » pour lutter contre la pandémie mais aussi pour sensibiliser les citoyens quant aux mesures préventives à adopter, indique Taha Boukhris (médecin), membre de la cellule.

Les associations ont ainsi mené, en coordination avec les instances officielles, des campagnes de sensibilisation focalisant sur le respect des mesures préventives prônées par les pouvoirs publics pour la lutte contre le Covid-19, dont le strict respect du confinement et du dispositif sanitaire. Les réseaux sociaux ont servi de tribune à ces associations pour prodiguer des conseils médicaux et psychologiques et œuvrer à la dissipation de la panique et de la pression psychologique chez les citoyens, notamment les personnes âgées et les malades chroniques.

De telles actions, auxquelles se sont associés des cadres issus d'autres orga-

nismes et établissements, ont touché les grandes agglomérations urbaines de la wilaya, dont Ouargla, Hassi-Messaoud et Touggourt, pour éveiller la conscience du citoyen des dangers encourus de la contamination par ce virus, et donner des consignes préventives à appliquer, notamment le confinement.

L'Association caritative « Ahbab El-Marid » (Amis du malade) s'est employée à la collecte de dons des opérateurs économiques pour l'acquisition d'équipements médicaux et prêter main-forte au service « Covid-19 » au niveau de l'Etablissement public hospitalier « EPH-Mohamed-Boudiaf » de Ouargla.

L'Association « Afak Taleb-Larbi » a, pour sa part, fait don d'équipements médicaux et d'accessoires, dont des appareils de respiration pour les patients atteints du coronavirus, au profit de l'« EPH-Slimane-Amirat » de Touggourt, en plus d'une dotation de fauteuils roulants, ainsi que de deux ambulances pour la région, indique le président de l'Association, Said Boulifa.

A ces efforts de solidarité en cette conjoncture exceptionnelle, vient s'ajouter la contribution de l'Association des Oulémas algériens (bureau de Ouargla) avec un don de 300 boîtes médicales, dont des appareils d'oxygène, ainsi que l'installation, à l'initiative de l'Association « Ifaalou El-Kheir », d'un appareil de stérilisation au niveau du service de confinement de l'hôpital Mohamed-Boudiaf.

Le président de l'Association, Mourad Benhadjira, a indiqué que les structures sanitaires de la wilaya de Ouargla se sont attelées à faire face à cette situation épidémiologique, appuyées de dons et aides parvenus de la wilaya et hors wilayas, à l'instar de la campagne de don du sang menée en coordination avec les associations et l'élite paramédicale des différentes structures de santé de proximité.

Manifestées depuis l'apparition de la pandémie, ces aides multiformes se sont étendues pour toucher différentes catégories sociales affectées, notamment celles vulnérables et aux faibles revenus, les artisans et les petits commerçants dont les activités ont été affectées suite à l'application du confinement partiel.

Il a été procédé, à ce titre, à la remise de plus de 2 000 colis de denrées alimentaires, d'effets vestimentaires, à l'occasion notamment de l'Aïd El-Fitr, de plus de 2 200 bêtes de sacrifice pour l'Aïd El-Adha et près de 1 500 trousseaux scolaires.

Confection de bavettes et campagne de désinfection

En signe de solidarité pour la lutte contre la propagation du coronavirus, plusieurs structures de la formation professionnelle à travers la wilaya de Ouargla ont ouvert des ateliers de confection de bavettes, conformes aux normes internationales, après

leur dotation en tissu approprié.

Des facilités ont ainsi été accordées par les autorités locales pour l'ouverture d'ateliers au niveau de Hassi-Messaoud, Ouargla et Touggourt, afin de permettre aux artisanes et aux femmes au foyer de produire des équipements et tenues médicaux à remettre gratuitement au personnel médical et paramédical, en première ligne de la lutte contre le Covid-19, mais également aux citoyens.

Les efforts de lutte contre la propagation de la pandémie ont été consolidés par l'organisation, en coordination avec des organismes publics, de campagnes d'envergure de désinfection des édifices mais aussi des places publiques, des grands espaces commerciaux et des lieux de rencontre de citoyens.

Au titre du protocole sanitaire adopté au niveau des lieux de culte pour leur réouverture aux fidèles, l'association pour la protection de l'environnement « Saâfa El-Khadra » a lancé une large opération de nettoyage et de désinfection des mosquées et la mise en place de moyens préventifs, en plus du placardage d'affiches de sensibilisation aux entrées des mosquées.

Aussi, pour impliquer le citoyen dans la protection de son environnement, ont été organisées moult actions de nettoyage et d'hygiène, dont des concours, à l'instar du « meilleur quartier » de la ville.

Kamel L.

– Entrepreneuriat, développement industriel et investissements directs étrangers –

Trois nouveaux leviers de croissance pour l'Algérie

■ Trois nouveaux leviers de la croissance économique doivent être actionnés à moyen terme, incluant l'entrepreneuriat, le développement industriel et les investissements directs étrangers (IDE), recommande le ministère de la Prospective dans son premier rapport sur la relance économique en Algérie pour 2020-2024.



Ph.D. R.

Par Salem K.

Dans ce rapport, le ministère recommande l'appui sur trois nouveaux leviers de croissance économique pour l'Algérie en misant sur la mise de l'entrepreneuriat au cœur de la démarche de création de valeur, sur le développement industriel comme facteur structurant des chaînes de valeur et sur les IDE en tirant profit de la relocalisation dans le cadre de la régionalisation des chaînes de valeur. Concernant la mise en avant de l'entrepreneuriat, il s'agit, selon le rapport, de la création et la promotion d'entreprises de toutes tailles, notamment sur le plan de l'innovation. Pour ce faire, le

document énumère plusieurs instruments dont celui de la création d'un écosystème plus large d'instruments aptes à favoriser la création d'entreprises innovantes, mais aussi en renforçant le système d'innovation.

Il s'agit également, poursuit le rapport, d'accroître le nombre de brevets, le nombre de start-up issues des universités, le nombre de Fab Lab et les partenariats entre entreprises et universités.

De plus, il est recommandé d'encourager la création de micro-entreprises dans les zones d'ombre, de créer des zones d'activité économique au profit de ces micro-entreprises et de promouvoir les produits et services des micro-entre-

prises au niveau des expositions nationales et internationales.

Investissement : s'orienter vers les secteurs productifs à fort effet d'entraînement

Concernant le développement industriel comme facteur structurant des chaînes de valeur, le ministère estime que pour diversifier son économie, le pays doit orienter sa politique d'investissement vers les secteurs productifs à fort effet d'entraînement et présentant un potentiel d'exportation. «Dans cette perspective, les politiques publiques à venir doivent converger pour impulser une croissance économique viable et

durable», souligne-t-il, précisant que les principaux vecteurs de cette croissance incluent l'agriculture, l'énergie notamment via le renouvelable, les mines, le numérique, l'industrie pharmaceutique et le BTPH. Le rapport souligne l'intérêt de développer l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire et pour exporter notamment à travers l'agriculture saharienne et le renforcement de l'industrie agroalimentaire. Il s'agit également d'assurer la transition énergétique par la promotion et l'industrialisation des énergies renouvelables. Le ministère met aussi l'accent sur la valorisation du potentiel minier national à travers le développement des chaînes de valeur minières et l'établissement d'une cartographie des mines stratégiques et d'une carte géologique de l'ensemble des gisements exploitables. Le développement industriel du pays, poursuit le rapport, doit aussi passer par la digitalisation de l'économie comme moyen de renforcement de la productivité, notamment via le développement de l'e-commerce, l'encadrement de l'exportation de services numériques au profit des entreprises émergentes et l'encouragement de la transition numérique via des incitations fiscales et parafiscales. Le développement d'une industrie pharmaceutique à forte valeur ajoutée et à fort potentiel d'exportation est également souligné par le ministère. Concernant le BTPH, le document plaide pour la rationalisation de l'allocation des ressources et l'amélioration de l'effi-

cacité des infrastructures réalisées. S'agissant du développement des IDE, il s'agit de tirer profit de la relocalisation dans le cadre de la régionalisation des chaînes de valeur, estime le rapport, soulignant que la perspective de relocalisation représente des opportunités pour certaines économies, notamment l'Algérie. «En effet, elle lui permettra de s'insérer dans la nouvelle carte de la production mondiale et de mieux intégrer dans les chaînes de production mondiale», souligne le document, arguant que des réflexions sont en cours actuellement en Europe sur la possibilité d'établissement d'une cartographie des dépenses d'achats et de l'analyse des intrants. Pour l'Algérie, un important flux d'IDE serait bénéfique pour l'économie, permettant notamment d'importants gains de productivité à travers le transfert de technologie qu'ils entraînent. Les IDE peuvent également permettre à l'Algérie «la diffusion des meilleures pratiques managériales et du savoir-faire international, la création d'emplois décents, le développement et la montée en gamme de la production nationale se traduira par de meilleures performances à l'exportation et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales». Ainsi, pour rendre plus attractive l'économie algérienne vis-à-vis des IDE, le rapport recommande de développer une politique industrielle efficace, en partenariat avec le secteur privé, et d'assurer une ouverture commerciale.

S. K.

Energie solaire

Trois laboratoires de contrôle qualité en voie d'accréditation

Trois laboratoires de contrôle qualité dans le domaine de l'énergie solaire, relevant du Centre de développement des énergies renouvelables (Cder), sont en voie d'accréditation par l'Agence algérienne d'accréditation (Algerac), a indiqué le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe) dans un communiqué. Il s'agit du Laboratoire de test des modules solaires photovoltaïque (PVTL), du Laboratoire d'essais des capteurs solaires à circulation et de chauffe-eau (LEsS) et du Laboratoire d'étalonnage des pyranomètres, d'après l'inventaire dressé par le Cerefe concernant les institutions pouvant être impliquées au niveau national en matière d'infrastructure qualité dans le domaine de l'énergie solaire. Le premier laboratoire est équipé de bancs de tests pour le contrôle qualité afin de tester des modules photovoltaïques selon la norme IEC 61215 (Modules photovoltaïques pour applications terrestres-Qualification de la conception et homologation) ce qui permet de valider la fiabilité et les performances des modules fournis par le fabricant, les organismes de contrôle qualité ou l'utilisateur final, note la même source. L'équipement du laboratoire PVTL a été financé par le Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique de la

Direction générale de la recherche et du développement technologique (DGRSDT). Quant à l'accompagnement technique, il a été assuré par le laboratoire américain, National renewable energy laboratory (NREL), leader mondial dans le domaine des énergies renouvelables, et ce, grâce à un accord conclu fin 2016 entre le Cder et le Ctcn (Climate technology centre & network) du Pnud (le Programme des Nations unies pour le développement). Les membres du laboratoire ont suivi, à la faveur de ce soutien technique, des formations en juillet 2018 au sein de l'organisme OTF (Outdoor Test Facility) de NREL, au Colorado (Etats-Unis) et des exercices de calibration et d'inter-comparaison ont été réalisés entre le PVTL et NREL, selon le communiqué. Le laboratoire PVTL est équipé de quatre bancs d'essais destinés à effectuer 12 parmi les 19 tests que compte la norme IEC 61215. Le deuxième laboratoire (LEsS) peut mener des essais permettant d'évaluer les performances thermiques des capteurs et des systèmes solaires, de caractériser leur fiabilité et leur durabilité dans des conditions réelles les plus défavorables et de vérifier si les produits testés répondent aux normes et aux standards internationaux en vigueur, selon le Cerefe. Il est en mesure de mener, sur les capteurs solaires, des essais de fiabilité,

des essais de détermination des performances du capteur solaire plan à circulation liquide et des essais de détermination de la fiabilité du chauffe-eau solaire «DHWS». Quant au Laboratoire d'étalonnage de pyranomètres, il est équipé d'un banc de test qui permet de prendre en charge quatre pyranomètres ainsi que l'étalon de référence. Il permet aux bureaux d'études d'optimiser le dimensionnement des centrales photovoltaïques par une mesure juste et fiable, explique le communiqué du Cerefe, soulignant, dans ce cadre, que l'installation d'un système de production électrique par énergie solaire exige, au préalable, la connaissance du gisement solaire afin de dimensionner de manière optimale le système photovoltaïque. La fiabilité des mesures du rayonnement solaire nécessite un contrôle rigoureux et un étalonnage régulier des instruments de mesure (pyranomètres) pour qu'elle soit «la plus juste possible», relève le Commissariat dans son communiqué. A cet effet, le laboratoire procède à la comparaison entre l'instrument de mesure de référence et l'instrument à étalonner pour une même valeur mesurée dans les mêmes conditions et dans le même laps de temps. Le pyranomètre du laboratoire est raccordé au World radiometric center (WRC Davos Suisse) qui est la

référence mondiale dans l'étalonnage des instruments de mesure du rayonnement solaire, détaille la même source. Le Cerefe a noté, par ailleurs, que le deuxième et le troisième laboratoires avaient bénéficié d'un soutien technique dans le cadre du projet «Renforcement de l'infrastructure qualité pour l'énergie solaire au Maghreb». Ce projet, qui a démarré en 2013 et a été étendu pour la période 2016-2020, est coordonné par l'organisme national allemand de métrologie Physika-lich Technische Bundesanstalt (PTB) et cofinancé par le ministère allemand de l'Economie et de la Coopération (BMZ), selon le communiqué. Le Cerefe a souligné, dans son premier rapport annuel, que «la mise en place de règles reconnues en matière d'assurance qualité des produits et services reste un élément important pour accompagner la durabilité des investissements engagés dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique». Le Commissariat juge, à cet égard, que «l'instauration de structures de qualification, normalisation et certification, ainsi que la diversification des bureaux d'études et laboratoires spécialisés d'accompagnement permet de lancer sur de bonnes bases les programmes de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique». Sara B./R. E.

ONU

Le Japonais Hiro Mizuno nommé Envoyé spécial pour les investissements durables

■ Le Secrétaire général de l'ONU a nommé le Japonais Hiro Mizuno, Envoyé spécial de l'ONU pour les financements innovants et les investissements durables, avec comme mission d'encourager des mesures nouvelles pour réorienter les investissements publics et privés vers la réalisation de l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD).

Par Faten D.

«**L'** Envoyé spécial appuiera le plaidoyer et l'engagement du Secrétaire général dans le dialogue public-privé mondial visant à encourager des mesures nouvelles et inédites pour réorienter les investissements publics et privés vers l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable», a indiqué l'ONU dans un communiqué.

Et d'ajouter que conformément à l'Initiative sur le financement du développement à l'ère du Covid-19, «il est essentiel d'augmenter le pool de financements durables, en

accordant une attention particulière à l'élimination des entraves au financement mixte et à d'autres instruments de financement innovants». Cadre financier japonais et ancien directeur exécutif et directeur du Fonds d'investissement des pensions du gouvernement du Japon, M. Hiro Mizuno a occupé de nombreux postes dans le milieu de la finance aussi bien dans le secteur privé que public. Il est membre fondateur de la «Climate Finance Leadership Initiative» et a également été membre du «Global Investors for Sustainable Development Alliance» convoquée par le Secrétaire général de l'ONU. F. D.



Europe

La grande distribution s'engage à «lutter contre la déforestation importée liée au soja»

Les importations massives de soja en Europe et en France répondent à une très forte demande pour l'alimentation du bétail. Or, cultiver du soja dans la forêt amazonienne engendre une véritable catastrophe écologique, notamment sous la forme d'incendies dévastateurs et d'une déforestation insoutenable. Pour répondre à cette urgence environnementale, la grande distribution annonce vouloir s'engager.

Si l'on devait trouver une fonction principale à notre planète ce serait sans doute celle d'une «ferme planétaire». En effet, 80 % des terres agricoles sont utilisées pour l'élevage et 60 % de la biomasse terrestre des mammifères provient des animaux d'élevages.

Cet élevage massif nécessite toujours plus de terres pour les pâturages mais surtout pour la culture de l'alimentation des animaux : soja, maïs et tournekol notamment. Et c'est en grande partie ce qui explique les incendies dévastateurs qui sont déclenchés chaque année pendant l'hiver austral dans la forêt amazonienne.

Selon le rapport de Greenpeace «Mordue de viande - L'Europe alimente la crise climatique par son addiction au soja», «au Brésil, la production de soja a plus que quadruplé ces 20 dernières années (...) L'agriculture industrielle est l'un des principaux moteurs de la crise climatique mondiale : elle est à l'origine des deux tiers de l'ensemble de la déforestation en Amérique du Sud, en grande partie à cause de l'augmentation de la demande de terres pour la culture du soja et l'élevage de bétail (...) Avec près de 33 millions de tonnes de soja (sous toutes ses formes) importées chaque année, l'Union européenne (UE) est le deuxième importateur mondial de soja, derrière la Chine ; la France dépend pour moitié des importations de protéines végétales pour l'alimentation du bétail. Cette dépendance est imputable à l'élevage industriel : 87 % du soja utilisé dans l'UE est destiné à l'alimentation animale».

Greenpeace estime qu'un cinquième du soja importé en Europe serait issu de la déforestation/conversion d'écosystèmes remarquables, tels que le Cerrado,

le Gran Chaco etc. Le Cerrado, la plus grande savane tropicale du monde, abrite l'emblématique jaguar et plus de 10 000 espèces de plantes. Toutefois, il produit environ 60 % du soja brésilien : plus de la moitié de cet écosystème a déjà été défriché pour faire place à la culture du soja et à l'élevage du bétail.

La France importe chaque année plus de 3,5 millions de tonnes de soja, soit l'équivalent de 40 kg par habitant et par an, 90 % sert à l'alimentation des animaux d'élevages comme les poulets et les porcs, qui sont ensuite vendus dans les supermarchés, fast-food et restauration collective et restaurants.

Les conséquences de ces incendies sont dramatiques : destruction du vivant dont des espèces inestimables, perturbation du cycle de l'eau, émissions massives de carbone et de polluants dans l'atmosphère...

La solution est très simple mais nécessite une volonté qui semble hors d'atteinte : manger significativement voire plus du tout de viande, viande qui n'a aucune valeur ajoutée nutritionnelle dans les pays riches où l'abondance alimentaire en végétaux permet de s'en passer. Mais les Hommes sont faibles et égoïstes et continuent donc de s'empresser de viande, particulièrement pendant les fêtes de fin d'année.

Autre alternative partielle : manger de la viande issue de l'agriculture biologique. En effet, la nourriture des animaux d'élevage doit être bio et provient souvent de l'exploitation ou d'une coopérative locale. De plus, l'élevage des vaches et brebis, herbivores, repose sur l'utilisation maximale des pâturages, selon leurs disponibilités durant les différentes périodes de l'année.

L'industrie agroalimentaire complice de la déforestation en Amazonie

La responsabilité de la grande distribution est clairement établie. Ainsi, Bunge, le plus grand importateur de soja en France (40 % du soja brésilien selon TRASE), est associé aux grandes exploitations qui ont défriché près de 39 000 hectares de forêts

en Amazonie et au Cerrado au Brésil depuis mars 2019. C'est l'analyse de l'ONG Mighty Earth qui pointe du doigt le groupe LDC, numéro un européen de la volaille (marques Le Gaulois, Maître Coq, ou encore Marie). Celui-ci est complice de cette déforestation en vendant des poulets nourris au soja brésilien.

L'explosion de la demande en soja s'explique par l'augmentation continue de la consommation de viande et produits laitiers. La volaille, particulièrement riche en soja «caché», est la principale destination du soja que nous importons.

Klervi Le Guenic, chargée de campagne de l'association Canopée qui vient d'analyser les engagements des distributeurs, explique : «LDC vend plus d'un million de tonnes de volaille chaque année. Quand on sait qu'il faut plus de 100 g de soja pour produire 100 g de viande de poulet, le calcul est vite fait. Le leader du marché en Europe a un rôle majeur à jouer, et il doit prendre ses responsabilités. Il doit s'engager à garantir que ses volailles ne soient pas nourries avec du soja responsable de la destruction du Cerrado ou de l'Amazonie».

Pour répondre aux critiques de plus en plus pesantes et pour redorer leur image, l'ensemble des distributeurs français – les premiers vendeurs de viande bovine en France – s'est réuni autour d'un engagement commun sur le soja. Auchan, Carrefour, Casino, E. Leclerc, Le Groupement Les Mousquetaires, Lidl, Métro, Système U ont signé en novembre 2020 un Manifeste «pour une mobilisation des acteurs français pour lutter contre la déforestation importée liée au soja».

«Cet engagement soutenu et accompagné par Earthworm Foundation va permettre de créer une dynamique de transformation et de mutualisation des actions dans la filière. Il envoie un signal fort aux pays producteurs, en particulier, le Brésil, qui connaît un taux de déforestation dramatique ces dernières années», indique le communiqué d'Earthworm Foundation.

Earthworm Foundation (ex-The Forest Trust) est une ONG internationale à but non lucratif, qui développe des solutions concrètes et durables pour agir sur les chaînes d'approvisionnement des

matières premières et contribue à un meilleur équilibre social, environnemental et économique.

Si la grande distribution dit vouloir s'engager, «les entreprises de la viande comme LDC, du lait comme Lactalis et les chaînes de restauration rapide comme Quick et Burger King sont elles restées sourdes aux appels répétés des citoyens et associations environnementales», précise Mighty Earth.

Un engagement qui s'inscrit dans le plan protéines du gouvernement

Le plan protéines végétales annoncé le 1^{er} décembre dernier vise à relocaliser la production de protéines végétales en France, pour ainsi réduire la dépendance au soja importé. L'objectif est d'arriver à une diminution rapide du soja importé dans les filières françaises, soutenue en parallèle par une relocalisation française et européenne du soja et de ses substituts (pois, féverole, lupin, luzerne, etc.).

Outre les distributeurs, cela devra passer par un engagement de la filière industrielle.

Earthworm Foundation soutient et accompagne les distributeurs dans leurs engagements, et prévoit de les aider à exclure de leurs chaînes d'approvisionnement tout soja provenant d'une zone déforestée ou convertie après le 1^{er} janvier 2020. A terme, c'est l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement qui sera plus responsable. «Notre ONG a activement contribué aux différents groupes de travail liés à la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI). Earthworm Foundation a travaillé en collaboration avec d'autres ONG à une meilleure prise de conscience de la problématique du soja dans les chaînes d'approvisionnement, permettant de créer cette dynamique historique au sein de la grande distribution française. Elle nous permet d'imaginer maintenant une transformation à court terme», témoigne Fabien Girard, directeur du bureau France d'Earthworm Foundation.

Christophe Magdelaine/
notre-planete.info

Inhumé hier au cimetière d'El Kettar à Alger

Le monde de la culture regrette la disparition de Merzak Bektache

■ La culture en Algérie est en deuil depuis l'annonce de la mort de l'écrivain et journaliste Merzak Bektache, samedi à Alger. Le défunt a été inhumé hier au cimetière d'El Kettar, en présence des membres de sa famille, ses amis et un grand nombre d'écrivains. Romanciers et hommes de lettres ont regretté la disparition de cet écrivain humaniste qui a toujours préféré la discrétion.

Par Abla Selles

Des écrivains et romanciers ont regretté l'homme de lettres, le regretté Merzak Bektache, décédé samedi à

Musique

La chanteuse Jessie J atteinte d'une maladie rare

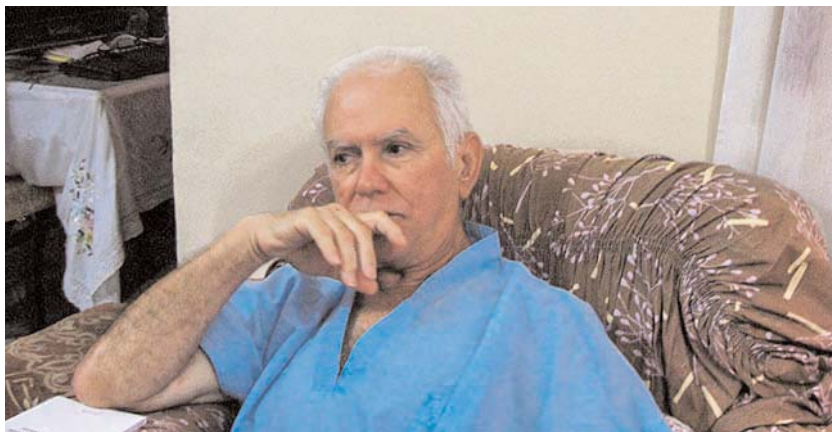
LA CHANTEUSE Jessie J a passé un réveillon de Noël peu commun. Hospitalisée le 24 décembre à cause d'une surdité apparue le matin dans son oreille droite, les médecins lui ont annoncé qu'elle était porteuse de la maladie de Ménière. Celle qui a commencé son parcours en écrivant des chansons pour Miley Cyrus, Justin Timberlake ou Britney Spears, a raconté les symptômes qui la tenaillent, dans une story Instagram publiée le 26 décembre. Elle s'est plainte d'avoir dû réécouter 4 fois le premier épisode de la série Queens Gambit, un doigt dans l'oreille à cause des douleurs causées par les acouphènes. La maladie de Ménière, selon le D' Didier Bouccara, ORL à l'hôpital Beaujon et membre du Comité scientifique France acouphènes, «est une maladie de l'oreille interne dont la cause exacte n'est pas identifiée et qui se traduit par des crises de vertiges associées à des acouphènes et une perte de l'audition». L'oreille interne est la partie la plus profonde de l'oreille et se compose de la cochlée (ouïe) et du vestibule (équilibre). Tout ce petit monde baigne dans un liquide appelé endolymphe, selon le site commercial spécialisé dans l'audition Audika.fr. Ce liquide est présent en trop grande quantité chez les porteurs de la maladie de Ménière, ce qui entraîne une trop grande pression sur la cochlée et le vestibule. On doit le nom de «maladie de Ménière» au médecin français Prosper Ménière après la découverte de ce syndrome au XIX^e siècle. **R. I.**

Alger, le qualifiant de grand écrivain humaniste qui aimait la mer et vivait loin des projecteurs. Inhumé hier au cimetière d'El Kettar en présence d'écrivains, journalistes et amis, ce romancier est une grande perte pour la culture algérienne, estime un grand nombre de personnes qui l'ont côtoyé.

Pour le romancier Habib Sayah, le défunt «était parmi les plus importants écrivains algériens modernes de conte et de roman et parmi les traducteurs les plus chevronnés vers l'arabe», le qualifiant d'«homme et écrivain intègre, noble et vaillant».

De son côté, l'écrivain Waciny Laredj s'est dit profondément attristé par la disparition du regretté Bektache qui était un «grand écrivain», rappelant la situation difficile qu'il avait vécue pendant la période du terrorisme dans les années 1990.

L'écrivain et traducteur Boudaoud Amir estime que le défunt était «parmi les grands écrivains algériens les plus actifs dans l'écriture et la traduction»,



Ph/D. Abderrahmane Djelilaoui

rappelant ses nombreuses œuvres, dont la dernière fut le roman intitulé «Une ville s'assoit sur la mer» (2020).

Natif d'Alger en 1945, Merzak Bektache a débuté sa carrière comme journaliste en 1962 à l'Agence Algérie presse service (APS) et dans nombre de quotidiens et journaux arabophones et francophones.

Le défunt avait à son actif plu-

sieurs parutions en arabe et en français, ainsi que deux recueils de nouvelles.

En 2017, la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de «Djadiri» lui a été décernée. Il a également été lauréat, en 2017, du Grand prix du roman Assia-Djebar pour son roman en langue arabe «La pluie écrit ses mémoires».

Bektache a également traduit

plusieurs romans du français vers l'arabe, à l'instar de «Les 1001 années de la nostalgie» de Rachid Boudjedra et écrit dans le domaine de la critique et du scénario.

En 1993, il fut victime d'une tentative d'assassinat commise par un groupe terroriste, mais s'en est sorti miraculeusement indemne.

A. S.

Agence algérienne pour le rayonnement culturel

Ouverture des inscriptions pour une formation artistique

Sous l'égide de Madame Malika Bendouda, ministre de la Culture et des Arts, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel annonce le début des inscrip-

tions sur la plateforme numérique en cours de construction www.lawhati.dz qui traite des arts visuels et vise à commercialiser l'art algérien à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et à proposer

des alternatives marketing, pour les œuvres d'art visuel et enrichir la démarche économique.

Par conséquent, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel met à la disposition des

artistes souhaitant s'inscrire dans la plateforme l'adresse mail suivante : aarc.lawhati.dz@gmail.com

R. C.

Bibliothèque de cheikh Sidi Mohamed El-Maghfoul

Concrétisation de la 1^{re} partie du répertoire

L'équipe technique de l'annexe de Tlemcen relevant du Centre national des manuscrits d'Adrar a réalisé dernièrement la première partie du répertoire de la bibliothèque de Cheikh Mohamed El-Maghfoul, a-t-on appris du directeur de cette structure culturelle, Mohamed Arkoub.

La première partie du répertoire de cette bibliothèque, implantée dans la commune de Jdiouia (wilaya de Relizane), comprend 98 titres de manuscrits traitant de différents sujets, a indiqué à l'APS Mohamed Arkoub, soulignant que les copies numérisées seront

mises à la disposition des étudiants, chercheurs et ceux intéressés par le patrimoine.

Cheikh Sidi Mohamed El-Maghfoul (1854-1924) avait collectionné un grand nombre de manuscrits traitant de différentes sciences dont l'exégèse, la jurisprudence, l'histoire et la littérature. Sa bibliothèque regorge de plus de 300 manuscrits et de documents importants, a précisé M. Arkoub, avant d'annoncer que la phase de reconstitution de la seconde partie du répertoire sera lancée prochainement.

D'autre part, l'annexe du Centre national

des manuscrits de Tlemcen a entrepris la réalisation d'une carte numérique des bibliothèques garnies de manuscrits de la région Ouest du pays pour permettre aux chercheurs d'avoir toutes les informations les concernant sans se déplacer aux sites où se trouvent les manuscrits.

L'annexe de Tlemcen, chargée de recenser, répertorier, protéger et sauvegarder les manuscrits à travers l'ensemble des wilayas du pays, a recensé 30 bibliothèques depuis sa création en 2014, a-t-on fait savoir.

M. K.

Cinéma

Le deepfake progresse de plus en plus

Verra-t-on un jour George Clooney dans «Plus belle la vie» ou Ryan Gosling dans «Demain nous appartient»? Si à première vue cette question paraît fantaisiste, elle l'est beaucoup moins au regard du développement du deepfake ces derniers mois. Cette technique basée sur l'intelligence artificielle consiste à substituer numériquement le visage d'une personne

par celui d'une autre. Un procédé qui a connu un réel essor avec l'application chinoise Zao permettant de se transformer en Leonardo Di Caprio en quelques secondes. Depuis cette application grand public au résultat plutôt aléatoire, la technologie a réellement progressé au point de s'inviter dans le monde de la télévision. En novembre dernier, «Plus belle la vie» est la première

fiction française à s'immiscer dans la brèche un peu par hasard. En pleine pandémie de coronavirus, l'actrice Malika Alaoui est cas contact. Pour ne pas stopper toute la production du feuilleton, les équipes ont recours à une doublure, Laura Farrugia, sur laquelle on «greffe» numériquement le visage de l'actrice absente. «Initialement pendant le confinement j'avais eu

cette réflexion : si un jour on a un pépin comment fait-on ? Et on avait pensé au deepfake», confie au HuffPost Géraldine Gendre, productrice du feuilleton à succès. «Quand le cas s'est présenté, nous étions coincés et pour assurer la livraison des épisodes à France 3 nous n'avons pas eu d'autres choix que de remplacer notre actrice sur certaines séquences. On aurait pu tourner

de dos avec une doublure mais ça n'aurait pas aussi bien rendu à l'écran. Le deepfake s'est avéré très utile dans cette situation».

Au total, quatre séquences ont été réalisées grâce à cette technique. Des centaines d'images des deux actrices ont été collectées pour reconstituer une palette d'expressions du visage et ainsi établir la correspondance parfaite. **C. M.**



États-Unis

Un groupe de sénateurs républicains refusera de certifier la victoire de Biden

■ Onze élus républicains du Sénat américain ont annoncé samedi qu'ils s'opposeraient à la certification, par le Congrès, du résultat de l'élection présidentielle, une ultime tentative pour contester la victoire de Joe Biden comme le souhaite Donald Trump.

Par Mourad M.

Jusqu'à présent, seul un sénateur, Josh Hawley, avait fait part mercredi de son intention de contester l'élection du démocrate lors de la cérémonie de certification prévue le 6 janvier. Cette tentative de la dernière chance fait suite aux échecs à répétition essuyés par les partisans de Donald Trump devant les tribunaux pour faire invalider les résultats du scrutin dans plusieurs États-clés où Joe Biden l'a emporté. «Le Congrès devrait

immédiatement nommer une commission électorale, avec une pleine autorité pour enquêter sur de possibles fraudes électorales», ont affirmé dans un communiqué les onze élus de la chambre haute, faisant écho aux accusations de fraude répétées par le Président Trump et par nombre de parlementaires républicains depuis deux mois.

«Les allégations de fraude et d'irrégularités dans l'élection de 2020 dépassent toutes celles que nous avons connues dans notre vie», déclarent les onze sénateurs. La commission dont

ils souhaitent la création devra «conduire un audit d'urgence de dix jours sur les résultats dans les États où les deux candidats étaient au coude à coude», ont demandé ces élus, menés par l'influent sénateur du Texas, Ted Cruz. Si cet audit n'a pas lieu, «nous voterons le 6 janvier pour rejeter les électeurs des États disputés», ont-ils annoncé.

Toujours selon le communiqué des sénateurs, les États concernés pourraient alors convoquer des sessions législatives extraordinaires et potentiellement réviser leurs résultats électoraux. Aux États-Unis, le président est choisi au suffrage universel indirect. Le collège électoral a déclaré le 14 décembre la victoire de Joe Biden avec 306 grands électeurs contre 232 à Donald Trump, alors qu'il faut 270 grands électeurs pour devenir président. Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a alors reconnu la victoire de Joe Biden, et a appelé les républicains à certifier ce résultat. La Chambre et le Sénat doivent se réunir mercredi pour certifier ces résultats, une procédure qui est d'ordinaire une simple formalité. Mais le président sortant affirme toujours avoir largement remporté l'élection du 3 novembre, et a appelé ses partisans à se rassembler mercredi à Washington.

Donald Trump a publié samedi sur Twitter la liste des onze sénateurs qui ont rejoint Josh Hawley, sénateur du Missouri, en



PH. D. R.

louant leur initiative et en répétant qu'il a été victime d'une fraude des démocrates lors de la présidentielle. «Une tentative pour voler une victoire écrasante. On ne peut pas laisser faire ça !», a-t-il écrit. M. Trump compte sur le débat au Congrès pour que soient exposés au public les éléments qui selon lui fondent ses accusations de fraude. «Et après que les gens auront vu les faits, il y a encore plein de choses à venir...», a-t-il tweeté.

A la Chambre des représentants, à majorité démocrate, plus d'une centaine d'élus républicains prévoient de voter contre la certification, selon CNN.

Mais à la Chambre comme au Sénat, il n'y aura pas assez de voix pour que la démarche aboutisse. «Nous ne sommes pas naïfs. Nous nous attendons à ce que la majorité si ce n'est tous les démocrates, et peut-être plus que quelques républicains, votent autrement», ont reconnu les onze sénateurs dans leur communiqué.

Parmi les républicains qui désapprouvent leur initiative figure Pat Toomey, sénateur de Pennsylvanie, un des États dont le résultat devrait être contesté devant le Congrès.

«Une caractéristique fondamentale et essentielle d'une république démocratique est le droit des citoyens d'élire leurs dirigeants», a déclaré M. Toomey sur Twitter.

«La tentative des sénateurs Hawley, Cruz et d'autres sénateurs pour inverser le résultat de l'élection présidentielle de 2020 dans des États-clés comme la Pennsylvanie sape directement ce droit», a-t-il estimé.

Le sénateur républicain de l'Utah, Mitt Romney, notoirement hostile à Donald Trump, a qualifié d'«absurdité» la démarche de ses collègues.

Donald Trump a régulièrement exhorté les élus républicains à le soutenir dans sa croisade pour contester les résultats de l'élection présidentielle.

M. M.



Commentaire

Changements

Par Fouzia Mahmoudi

Le monde entier place ses espoirs dans l'efficacité des vaccins contre le Covid-19 pour mettre fin à la crise sanitaire qui a frappé tous les continents et tous les pays durant l'année 2020, avec 85 millions de cas enregistrés et près de 2 millions de morts. Pourtant, si désormais les vaccins existent, les phases de vaccination risquent de prendre du temps, selon les pays et leur organisation. Ainsi, si aux États-Unis déjà plus de 2 millions de personnes ont été vaccinées, du côté de l'Europe l'on a pris un peu de retard vis-à-vis de l'allié américain. En France, lors de ses vœux, jeudi 31 décembre, Emmanuel Macron avait assuré qu'il ne laisserait «personne jouer avec la sûreté et les bonnes conditions dans lesquelles la vaccination doit se faire». Pourtant, il semblerait qu'en privé le président s'agace de la lenteur de la campagne commencée le 27 décembre, raconte le «JDD». Évoquant un «rythme de promenade en famille», Emmanuel Macron prévient : «Ce n'est à la hauteur ni du moment ni des Français». La pandémie de Covid-19, contre laquelle il avait déclaré la «guerre» en mars dernier, compte près de 65 000 morts, et la tendance est à la reprise épidémique dans l'Hexagone. «La France peut et doit gagner cette guerre. Elle la gagnera», assure le chef d'État. Ses mots, rapportés par le «JDD», sont durs : «Moi, je fais la guerre le matin, le midi, le soir et la nuit. Et j'attends, de tous, le même engagement. Or, là, ça ne va pas. [...] Ça doit changer vite et fort et ça va changer vite et fort». «On a tous bien senti qu'il n'était pas du tout satisfait», souffle un proche du président après le Conseil de défense sanitaire de la semaine dernière. Le président veut que la vaccination accélère dans le pays. «Il a été très clair», admet un ministre avant d'ajouter : «On assume de commencer par vacciner en Ehpad [...], mais ça ne peut pas être une excuse pour des lenteurs injustifiées». Des soucis bureaucratiques empoisonnent la rapidité de la campagne. Ainsi, sur les 100 supercongélateurs commandés pour stocker le vaccin de Pfizer et BioNTech, 10 attendent toujours une validation des services étatiques, rapporte le «JDD». Le gouvernement est confronté à des critiques massives face à la lenteur de la campagne de vaccination. Environ 350 personnes ont été vaccinées en France fin décembre, d'après CovidTracker, contre près de 190 000 en Allemagne et 72 000 en Italie. Face à la déferlante de critiques, le ministre de la Santé, Olivier Véran, a drastiquement changé son discours. S'il a défendu ce bilan mardi dernier en assurant qu'il ne fallait pas confondre «vitesse et précipitation», deux jours plus tard il annonçait le vaccin aux professionnels de santé de plus de 50 ans. La demande de consentement, jusqu'ici préalable de deux semaines à l'injection, peut à présent être donnée oralement au moment de la consultation. Le gouvernement envisage aussi de puiser dans la réserve des «deuxièmes doses», jusqu'ici réservées aux Ehpad, pour vacciner à flux tendu. Reste que l'écart en nombre avec les voisins est pour le moment assez significatif et montre une fois encore le frein que constitue la trop dense administration française qui, bien plus qu'elle n'aide, a démontré lors de la crise sanitaire qu'elle ralentissait tous les efforts fait pour répondre efficacement aux conséquences du Covid-19. Seul un changement en profondeur du fonctionnement de l'État pourra pallier ces dysfonctionnements et surtout réduire le nombre de paliers hiérarchiques administratifs inutiles. Reste à voir qu'il aura le courage de procéder à ces modifications au risque de courroucer et de se mettre à dos plus de deux millions de fonctionnaires.

F. M.

Baghdad

Des milliers d'Irakiens conspuent l'Amérique, un an après la mort de Soleimani

Des milliers d'Irakiens ont conspué, dans la nuit de samedi à hier, les États-Unis à Baghdad, à l'endroit même où le général iranien Qassem Soleimani et son lieutenant irakien ont été tués dans une attaque américaine il y a un an. À la lueur de bougies, femmes hommes et enfants, tous vêtus de noir, ont salué à l'aéroport international de Baghdad leurs «martyrs» et conspué le «Grand Satan», en référence aux États-Unis, avant une autre manifestation anti-américaine prévue plus tard place Tahrir, dans le centre de Baghdad.

Puissances agissantes en Irak, les États-Unis et la République islamique d'Iran sont à couteaux tirés et les fortes tensions entre les deux pays ennemis font craindre un conflit ouvert sur le sol irakien.

Le 3 janvier 2020 et sur ordre du Président Donald Trump, une attaque au drone a pulvérisé les

deux véhicules où se trouvaient Qassem Soleimani, l'architecte de la stratégie iranienne au Moyen-Orient, et Abou Mehdi al-Mouhandis, le commandant du Hachd al-Chaabi, une coalition rassemblant des dizaines de milliers de paramilitaires pro-Iran en Irak. «Nous disons à l'Amérique et aux ennemis de l'Islam (...) que nous continuerons à résister malgré le sang versé», a dit à l'AFP Batoul Najjar, une partisane du Hachd al-Chaabi, la coalition désormais intégrée aux forces de sécurité irakiennes. «Abou Mehdi al-Mouhandis, nous allons sortir par millions pour brandir ton portrait sur Tahrir», a lancé Ahmed Assadi, un leader du bloc parlementaire du Hachd.

Plus tard, à l'appel du Hachd al-Chaabi, les Irakiens doivent converger place Tahrir pour dénoncer «l'occupant américain».

Depuis samedi, du haut du «restaurant turc», immense bâtiment à l'abandon, un poster

giant de Qassem Soleimani et d'Abou Mehdi al-Mouhandis surplombe cette place emblématique. Déployée par le Hachd al-Chaabi, cette affiche, c'est tout un symbole. Durant des mois en 2019, par dizaines de milliers, les Irakiens ont conspué depuis le «restaurant turc» et Tahrir le pouvoir irakien et son «parrain» iranien. Dans certaines manifestations de la «révolution d'octobre», des portraits de Soleimani ont même été piétinés. Dans ce contexte de fortes tensions, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a tweeté qu'en Irak «des agents provocateurs israéliens préparent des attaques contre des Américains pour placer Trump dans une impasse avec un casus belli fabriqué».

Téhéran a d'ailleurs accusé M. Trump de chercher à fabriquer «un prétexte» pour lancer «une guerre» avant son départ après un mandat de «pression maximale» contre Téhéran.



Coupe de la Confédération (2^e tour préliminaire retour) Des arbitres libyens pour JSK-USG Niger

UN TRIO arbitral libyen, sous la conduite de Mohamed Agha, officiera le match entre la JS Kabylie et l'US Gendarmerie Nationale du Niger, prévu le 5 janvier au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou, pour le compte du deuxième tour retour de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF). Le directeur de jeu

Mohamed Agha, international depuis 2020, sera assisté de ses deux compatriotes, Kamil Madjdi (2019) et Saef El Naser Basm (2016).

Le quatrième arbitre est Ibrahim Mutaz (2019), également libyen. Au match aller disputé le 22 décembre 2020 à Niamey, la JSK s'était imposée sur le score de 2-1.

USM Bel-Abbès

Qualification prochaine des nouvelles recrues

LES NOUVELLES recrues de l'USM Bel-Abbès, au nombre de 13, seront qualifiées «sous peu» pour prendre part aux rencontres officielles de leur équipe, a indiqué, samedi, la direction de ce club de Ligue 1 de football. La même source a fait savoir, dans un communiqué, qu'un accord a été trouvé avec un créancier, qui était derrière le gel du compte bancaire du club, pour le déblocage de ce dernier et permettre par là même de régulariser les anciens joueurs qui ont saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL).

Cette instance a instruit la Ligue de football professionnel de ne pas délivrer à l'USMBA les licences de ses nouveaux joueurs jusqu'à l'acquittement de ses dettes estimées à 53 millions de dinars, rappelle-t-on. La direction de la formation de la «Mekerra» vient de bénéficier d'une première tranche de la subvention allouée par son

sponsor majeur (Naftal) de l'ordre de 50 millions de dinars, ce qui va lui permettre de déblocquer la situation. Les «Vert et Rouge» ont joué leurs six premiers matchs de championnat avec un effectif composé de quelques joueurs de l'exercice dernier, renforcés par des éléments de l'équipe de la réserve. Ils ont obtenu seulement deux points sur 18 possibles, ce qui leur a valu de fermer la marche au classement.

La qualification des nouveaux joueurs devrait être la dernière mission du Directeur général de la Société sportive par actions (SSPA) du club, Abbes Morsli, qui a annoncé, il y a quelques jours, qu'il allait démissionner de son poste une fois réglé le dossier des recrues. Il a également informé que l'entraîneur Lyamine Bougherara, qui boude l'équipe depuis la première journée pour protester contre la non-qualification des nouveaux joueurs, va résilier à l'amiable son contrat.

Natation

Cinq techniciens algériens promus sélectionneurs nationaux

CINQ TECHNICIENS algériens de natation et de waterpolo ont intégré la Direction technique nationale (DTN) en tant que sélectionneurs nationaux, a-t-on appris samedi auprès de la Fédération algérienne de la natation (FAN). Cette promotion concerne les spécialistes en natation Ahmed Kacha (GS Pétroliers), Mounir Benmansour (MR Sétif) et Abdelwahab Ouchène (Wafa Batna), auxquels s'ajoutent deux coaches de waterpolo, à savoir Yacine Benkara (GC Mila) et Merouane Ikhlef (ASUC Sétif). Il est à souligner que c'est la première fois qu'un sélectionneur national de waterpolo est promu par une décision ministérielle (MJS). Ces techniciens rejoignent un groupe composé de sept sélec-

tionneurs, à savoir Ali Maaneri, Mouloud Bouchendouka, Anouar Boutebina, Lyes Nefsi, Réda Yadi, Salah-Eddine Chebaraka et Abdelkader Benaïssa, dont le rôle est de chapeauter l'ensemble des sélections nationales. Le Directeur des équipes nationales (DEN), Lamine Benabderrahman, a assuré que l'objectif de la DTN est d'organiser et développer les sélections nationales. «Cette décision de promouvoir cinq techniciens à la DTN s'inscrit dans la stratégie de la Fédération pour les prochaines échéances internationales», a-t-il ajouté. Cette promotion de sélectionneurs nationaux s'inscrit dans le cadre du décret exécutif N.06-297 de 2006, relatif au statut des entraîneurs.

Bayern Munich

David Alaba en route vers le Real Madrid

LE DÉFENSEUR international autrichien David Alaba, dont le contrat avec le Bayern Munich expire en juin prochain, devrait poursuivre sa carrière au Real Madrid, selon le quotidien madrilène «Marca». «Alaba, ce serait imminent». C'est la une du journal «Marca» de samedi. En fin de contrat en juin avec le Bayern Munich, qui a retiré son offre de prolongation en novembre, le latéral gauche ou défenseur cen-

tral serait très proche d'un accord avec le Real Madrid. Le quotidien madrilène évoque un contrat de quatre ans pour un salaire annuel de 10 millions d'euros.

Le Real récupérerait donc l'international autrichien (28 ans, 73 sélections, 14 buts) gratuitement le 1^{er} juillet. Ce dernier, qui peut aussi jouer au milieu de terrain, terminerait la saison en Allemagne.

Verts d'Europe

Bensebaini rejoue, Belfodil s'illustre

■ Les internationaux algériens évoluant en Europe, plus précisément en Allemagne, se sont illustrés au cours de cette dernière journée.



Bensebaini revient après deux mois d'interruption

Par Mahfoud M.

En effet, le défenseur du Borussia Mönchengladbach, Rami Bensebaini, a repris la compétition et a rejoué avec son club après s'être totalement rétabli du Covid-19. Le retour du champion d'Afrique intervient deux mois après avoir contracté le maudit virus à son retour du Zimbabwe où il avait évolué avec les Verts pour le compte des éliminatoires de la CAN.

L'ancien joueur du Paradou a fait son entrée en jeu hier avec M'Gladbach face à Bielefeld dans les cinq dernières minutes de jeu.

Bensebaini a touché quelques ballons mais sans être décisif et son équipe a réussi à avoir les trois points à l'extérieur et se retrouve 7^e au classement général avec 21 points.

De son côté, l'attaquant inter-

national Ishak Belfodil était derrière l'unique but de son équipe durant ce match face à Fribourg, mais qui ne les a pas empêchés de perdre sur le score de 3-1. En première période, les visiteurs ont réussi à marquer trois buts face à Hoffenheim. Mais durant la deuxième acte, les locaux se sont un peu réveillés et ont réussi à inscrire un but sur une belle passe décisive de Belfodil pour son coéquipier Bebou qui a réduit la marque.

Un quart d'heure après sa première passe décisive, Belfodil a laissé sa place.

Doublé et une passe pour Bounedjah au Qatar

Sur un tout autre registre, lors du championnat du Qatar, l'international, Baghdad Bounedjah a été derrière 3 des 5 buts inscrits par son club Al Sadd face à Al

Kharitiyath.

Si Al Sadd a terminé la première période sur un score vierge de 0-0, le deuxième acte a connu le réveil de l'attaquant algérien et de ses coéquipiers.

Bounedjah était derrière la passe décisive sur le deuxième but signé Assadalla, dix minutes après l'ancien de l'USMH a inscrit son 7^e but de la saison après avoir dribblé le gardien et mis la balle au fond. Trois minutes plus tard, Bounedjah a profité de la belle longue passe de son latéral gauche pour orienter le ballon de la poitrine et se retrouver tout seul avec le gardien, réussissant à remporter son duel et inscrire son 8^e but en championnat, à une unité seulement de son compatriote en sélection Youcef Belaïli, l'actuel meilleur buteur du championnat.

M. M.

Rachid Ghezzal

«Mon expérience à la Fiorentina était magnifique»

DANS UN ENTRETIEN accordé au média italien Fiorentina.it, l'aïlier international algérien, Rachid Ghezzal, a parlé de son ancien club avec lequel il a joué pendant un an sous forme de prêt par Leicester City.

«Quand lachini est arrivé, je n'étais pas dans ses plans au début, j'étais hors de l'équipe, mais j'ai continué à travailler sans jamais abandonner. Après la fin de la première partie du championnat, j'ai réussi à jouer une série de matchs et grâce au nouveau rôle de milieu de terrain, j'ai prouvé mes qualités. Lachini a attiré beaucoup d'attention sur le plan défensif et a eu de bonnes relations avec les joueurs, une bonne personne en termes humains». a déclaré Ghezzal. L'actuel joueur du Besiktas a

ensuite évoqué sa relation avec Ribéry : «J'ai eu l'occasion de rencontrer Franck à la Fiorentina et nous sommes toujours en contact. Il m'a beaucoup aidé et c'est aussi grâce à lui que j'ai pu retrouver mon niveau après la phase aller. Aujourd'hui encore, avant les matches avec Besiktas, les mots qu'il me disait avant les matches pour me motiver me reviennent à l'esprit».

L'ancien de l'OL a terminé pour expliquer un regret : «Oui, bien sûr, j'aurais aimé rester à la Fiorentina, je me sentais bien dans cette équipe, nous avions bien terminé la saison. J'ai joué et je me suis beaucoup amusé sur le terrain. Malheureusement, les négociations entre les deux clubs n'ont pas débouché sur un nouvel accord».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Opération antiterroriste menée à Messelmoune (Tipaza)

Deux autres terroristes abattus et un militaire tombé en martyr

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué hier une visite aux unités militaires dans la zone de Messelmoune à Tipaza, suite à la réussite de l'opération antiterroriste, exécutée la veille par un détachement de l'ANP, ayant permis d'éliminer quatre terroristes "sanguinaires et dangereux", a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Accompagné du Général-major Ali Sidane, commandant de la 1ère Région militaire, M. Chanegriha a tenu une "allocution d'encouragement adressée aux personnels de ces unités, à travers laquelle il a salué cet exploit et transmis aux militaires ayant participé à cette opération qualitative les salutations, la reconnaissance et les encouragements du président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", précise le communiqué.

Le Général de Corps d'Armée a renouvelé "ses sincères condoléances aux collègues et familles et proches des deux martyrs du devoir national, tombés au champ d'honneur, qui ont affronté les groupes terroristes sanguinaires, tout en exhortant l'ensemble des militaires à poursuivre la lutte contre le terrorisme avec détermination et résolution".

Il convient de souligner que "lors de la visite du Général de Corps d'Armée aux unités militaires dans la zone de Messelmoune et dans la poursuite de l'opération de recherche et de ratissage, toujours en cours, menée dans la

même zone, un détachement de l'ANP a abattu, cet après-midi (hier), 2 autres dangereux terroristes et récupéré 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions.

Ainsi, le bilan de cette opération s'élève à l'élimination de 6 terroristes et la récupération de 6 armes à feu", a indiqué le communiqué du MDN.

Lors de cette opération, "le caporal Rachedi Mohamed Rabah est tombé en martyr au champ d'honneur.

Le Président Tebboune adresse ses condoléances

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a adressé hier, un message de condoléances aux membres et éléments de l'ANP et à la famille du martyr du devoir national, le caporal Rachedi Mohamed Rabah, tombé au champ d'honneur alors qu'il combattait les résidus du terrorisme dans la zone de Messelmoune à Tipaza.

"C'est avec une grande tristesse que j'ai appris la nouvelle du décès en martyr du caporal Rachedi Mohamed Rabah alors qu'il combattait les résidus du terrorisme abject.

J'adresse mes condoléances les plus attristées aux membres et éléments de l'ANP et à la famille du martyr du devoir national, priant Allah Le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis", a écrit le Président Tebboune sur son compte officiel Twitter.

R. N.

Les britanniques quittent officiellement L'Union européenne



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

ENIEM Tizi Ouzou

Les travailleurs refusent de reprendre le travail et exigent le départ du directeur

■ La reprise au complexe des appareils électroménagers de l'Eniem de Oued Aissi (11 km à l'est de Tizi Ouzou) n'a pas eu lieu hier, au terme de la fin du mois de congé technique.

Par Hamid M.

Les travailleurs de l'entreprise ont refusé de reprendre le service, en dépit de l'appel lancé par la direction. Les représentants du syndicat affilié à l'UGTA ont annoncé le maintien de leur protestation jusqu'au départ du premier responsable de l'Eniem et l'annulation du chômage technique. De son côté, le président directeur général de l'Eniem, Djillali Mouazer, a réitéré son appel aux travailleurs à reprendre le travail, mettant en avant les promesses des pouvoirs publics de répondre favorablement aux sollicitations de l'entreprise pour dégager les moyens de financement nécessaires au redémarrage de la pro-

duction au sein de l'entreprise.

Verglas et neige : de nombreux usagers de la route secourus

Plusieurs automobilistes pris au piège par les chutes de neige et le verglas ont été secourus par les éléments de la Protection civile, dans la nuit de samedi à dimanche, dans trois localités de la wilaya de Tizi Ouzou. En effet, la direction locale de la Protection civile a fait état, hier dans un communiqué, des secours apportés à des automobilistes bloqués par la neige au niveau du village Tizi

Mellal, dans la commune d'Ait Toudert, 13 autres en raison du verglas au niveau du chemin communal de Bounouh vers la wilaya de Bouira et 7 camions semi-remorque au niveau du village Tamliht dans la commune de Yakourène. Par ailleurs, la neige a fait hier son apparition sur les hauteurs ne dépassant pas les 800 mètres, engendrant des difficultés de circulation automobile sur certains axes et la fermeture sur d'autres, notamment en haute montagne comme à Iferhounène, Iloula Oumalou, Ain El Hammam, Bouzeguène et Illitène.

H. M.

Sûreté d'Alger

Une bande de trafiquants d'héroïne démantelée

LES SERVICES de la Sûreté d'Alger ont démantelé une bande internationale de trafic de drogue dure et saisi une quantité d'héroïne, un montant de 675 millions centimes, 4 véhicules touristiques et arrêté 9 suspects, a indiqué, samedi, un communiqué des mêmes services.

Menée par les brigade des stupéfiants relevant de la police judiciaire d'Alger-Centre, l'opération a donné lieu à l'identification de certains suspects, l'arrestation de 9 personnes dont 5 ressortissants étrangers et la saisie de 88 g de drogue dure (héroïne), 500 g d'une substance blanche utilisée dans la préparation de cette drogue, des sommes d'argent dont 675 millions de centimes, 25 225 naira

nigérian et 500 CFA, outre 18 téléphones portables, 5 passeports étrangers et 4 véhicules touristiques, a précisé le communiqué.

Les services de la Sûreté d'Alger ont traité également deux affaires distinctes liées à la possession de drogues et de psychotropes. L'opération a abouti à l'arrestation de deux suspects, dont un repris de justice, et la saisie de 75 g de cannabis, 47 comprimés psychotropes et un montant de 294 700 DA.

Les services de la 2^e Sûreté urbaine (Mohamadia) ont saisi 422 unités de boissons alcoolisées, un montant de 53 millions centimes et arrêté 6 suspects, a conclu le communiqué.

O. N.

Confédération algérienne du patronat citoyen

Lancement d'une campagne nationale de don du sang



LA CONFÉDÉRATION algérienne du patronat citoyen annonce le lancement de la campagne nationale de don du sang qu'elle organise en collaboration avec le Croissant-Rouge algérien, l'Agence nationale du sang et les Scouts musulmans algériens, le mardi 5 janvier 2021, à 9h00, à la SAafex, Pins Maritimes, Alger. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement citoyen de notre organisation, qui se veut une contribution pour l'alimentation de nos hôpitaux et centres de soins en matière de sang, pour renforcer les capacités et les réserves de l'Agence nationale du sang, afin de garantir une meilleure prise en charge sanitaire de nos concitoyens qui subissent des interventions chirurgicales dont le don du sang est indispensable pour leur survie et convalescence.

R. N.